



RENDU EXECUTOIRE LE

17 JAN. 2024

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRÊTÉ N° 2024-A-DGAS-

du **16 JAN. 2024**

portant cession de l'autorisation de fonctionnement du Service Autonomie à Domicile (SAD), géré par la SAS SACHA 94 au profit de la SAS LEODIA (Senior Compagnie)

Envoyé en préfecture le 16/01/2024

Reçu en préfecture le 16/01/2024

Publié le

S²LO

ID: 086:228600011-20240116-24_A_SSP_0001-AR

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 3224-1 et L.3221- 9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.313-1 et D.313- 10- 8 ;

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV) et notamment son article 47.III ;

VU la délibération du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n°SAP N/010811/F/087/Q/228 portant agrément de la SARL LEODIA à compter du 1^{er} août 2011 pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté N° ARR 2019-A-DGAS-DHV-SSP-006 du 19 juillet 2019 relatif à l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) géré par la SARL SACHA 94 (Senior Compagnie) ;

VU les statuts signés le 28 décembre 2019 actant de la transformation de la Société LEODIA en une Société par Actions Simplifiée (SAS) ;

VU la déclaration de transmission universelle de patrimoine par la Société SACHA 94 au profit de la Société LEODIA du 22 novembre 2023 ;

VU le dossier de demande de cession d'autorisation du SAD par la SAS SACHA 94 à la SAS LEODIA, reçu le 4 janvier 2024 et considéré comme complet ce même jour ;

CONSIDERANT que le cessionnaire, la SAS LEODIA, remplit les conditions pour gérer le Service Autonomie à Domicile dans le respect et dans la continuité de l'autorisation délivrée à la SAS SACHA 94 et s'est engagé au respect des conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II. de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1 :

L'autorisation accordée à la SAS SACHA 94 dont le siège est situé 1 rue de la Goélette à Saint-Benoît (86280) par arrêté N° ARR 2019-A-DGAS-DHV-SSP-0006 est cédée à la SAS LEODIA, franchise « Senior Compagnie », domiciliée 5 boulevard Gambetta à Limoges (87000), à compter de la date de publication du présent arrêté, conformément à la

déclaration de transmission universelle de patrimoine par la Société SACHA 94 au profit de la Société LEODIA du 22 novembre 2023.

L'Autorisation précitée est cédée sans changement.

Entité juridique : LEODIA	
N° FINESS	87 001 813 2
N° SIREN	533 513 214
Code statut juridique	Société par Actions Simplifiée
Adresse	5 boulevard Gambetta 87000 Limoges

Article 2 :

Cette cession d'autorisation ne modifie pas la durée de l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) délivrée par arrêté N° ARR 2019-A-DGAS-DHV-SSP-0006 du 19 juillet 2019 à la SARL SACHA 94 (Senior Compagnie), pour une durée de 15 ans à compter du 6 mars 2014.

Le renouvellement de l'autorisation reste subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles effectuée au plus tard deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité et transmise au Président du Conseil Départemental, dans les conditions fixées à l'article D. 312-204 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 3 :

Le SAAD intervient sur les communes suivantes :

AVANTON	LIGUGE
AYRON	LINIERS
BELLEFONDS	MAILLE
BENASSAY	MIGNALOUX BEAUVOIR
BERUGES	MIGNE AUXANCES
BIARD	MONTAMISE
BIGNOUX	MONTREUIL BONNIN
BONNES	NEUVILLE DE POITOU
BONNEUIL MATOURS	NOUAILLE MAUPERTUIS
BUXEROLLES	POITIERS
CHALANDRAY	POUILLE
CHASSENEUIL DU POITOU	QUINCAY
CHIRE EN MONTREUIL	SAVIGNY L'EVESCAULT
CISSE	SEVRES ANXAUMONT
CROUTELLE	SMARVES
FONTAINE LE COMTE	ST BENOIT
FROZES	ST GEORGES LES BAILLARGEAUX
JARDRES	ST JULIEN L'ARS
LA CHAPELLE MONTREUIL	TERCE
LA CHAPELLE MOULIERE	VILLIERS
LATILLE	VOUILLE
LAVAUSSAU	VOUNEUIL SOUS BIARD
LAVOUX	YVERSAY

Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

Article 5 :

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Article 6 :

Le Directeur Général des Services du Département de la Vienne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **16 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

